

ALDI MARCHE CESTAS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 17.000.000 d'euros
Siège Social : ZAC du Pot au Pin
Lieu-dit Cruque-Pignon
33610 Cestas
403 092 620 RCS Bordeaux

Comptes annuels
du 01.01.2022 au 31.12.2022

Copie certifiée conforme

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Arnaud Michel-Langlet', written over a horizontal line.

Arnaud MICHEL-LANGLET
Gérant

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	303 975 360	0	303 975 360	276 285 759
Production vendue biens	324 948	0	324 948	380 305
Production vendue services	5 804 103	0	5 804 103	4 469 963
Chiffres d'affaires nets	310 104 412	0	310 104 412	281 136 027
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 888 419	1 217 842
Autres produits			246 933	241 821
Total des produits d'exploitation (I)			312 239 763	282 595 690
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			238 350 459	217 685 026
Variation de stock (marchandises)			568 683	-4 458 186
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 170 568	1 207 914
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-149 760	78 497
Autres achats et charges externes			56 520 181	50 210 026
Impôts, taxes et versements assimilés			2 365 180	2 646 443
Salaires et traitements			24 286 590	22 152 748
Charges sociales			6 369 096	6 767 332
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	4 703 931	4 134 711
		Dotations aux provisions	743 827	0
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	231 357	250 260
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	3 399 426	550 761
Autres charges			6 138 065	4 744 601
Total des charges d'exploitation (II)			344 697 602	305 970 134
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-32 457 839	-23 374 444
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			98 666	30 630
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			98 666	30 630
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			32 070 521	994
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			32 070 521	994
RÉSULTAT FINANCIER			-31 971 855	29 636
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-64 429 694	-23 344 808

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	190 538	146 378
Produits exceptionnels sur opérations en capital	65 882	2 176 551
Reprises sur provisions et transferts de charges	236 704	119 872
Total des produits exceptionnels (VII)	493 124	2 442 802
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	183 970	8 601
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	356 095	2 289 563
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	903 186	381 424
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 443 251	2 679 588
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-950 127	-236 786
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	312 831 554	285 069 122
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	378 211 375	308 650 716
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-65 379 821	-23 581 594

ALDI MARCHE CESTAS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 17.000.000 d'euros
Siège Social : ZAC du Pot au Pin
Lieu-dit Cruque-Pignon
33610 Cestas
403 092 620 RCS Bordeaux

Comptes annuels
du 01.01.2022 au 31.12.2022

Copie certifiée conforme

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Arnaud Michel-Langlet', written over a horizontal line.

Arnaud MICHEL-LANGLET
Gérant

**ALDI MARCHE CESTAS SARL
ZAC DU POT AU PIN
LIEU DIT CRUQUE PIGNON
33610 CESTAS**

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 527 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI MARCHE CESTAS SARL a ouvert 1 magasin et fermé 3 magasins, pour un total de 79 magasins exploités au 31 décembre 2022.

Augmentation et réduction du capital social

Suite aux décisions de l'associé unique du 31 octobre 2022, nous avons procédé à une augmentation de capital de 24 000 000 euros, par création de 24 000 parts sociales nouvelles de 1 000 euros de nominal chacune, suivi d'une diminution de 24 000 000 euros.

Impacts du conflit russo-ukrainien, de la hausse des prix de l'énergie et du niveau d'inflation en France

Le 24 février 2022, un conflit militaire a éclaté entre la Russie et l'Ukraine. Le Groupe ALDI, n'ayant pas d'activité dans ces deux pays, n'a pas été directement impacté par le conflit en cours et n'a pas constaté d'effet direct sur sa performance compte tenu de l'absence de magasins en Ukraine et en Russie, et d'achats très limités dans ces deux pays.

Cependant, le conflit a affecté de plus en plus l'économie et les marchés des capitaux mondiaux et a exacerbé une situation déjà difficile sur le plan économique, découlant notamment de l'accélération de l'inflation et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans ce contexte, les contrôles à l'exportation/importation et les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie ont pu avoir des effets négatifs sur les activités de notre société, sa chaîne d'approvisionnement, ses partenaires commerciaux ou ses clients. De même, les effets indirects se traduisant par une hausse de l'inflation, la fluctuation des prix de l'énergie et des matières premières ont entraîné une augmentation des coûts de transport et des coûts d'achat de certains produits.

Grâce à la politique en vigueur en matière de maîtrise des coûts de l'énergie, aux efforts de prix, et aux mesures mises en place par le Groupe - notamment sa politique de revalorisation des prix, notre société a réussi à maintenir un niveau d'activité et de performance ne remettant pas en cause la continuité d'exploitation.

Néanmoins, le Groupe reste vigilant quant aux évolutions macroéconomiques (pressions inflationnistes, hausses des taux d'intérêt ainsi que des coûts de matières premières et de l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change) et à leurs répercussions sur les activités et les résultats de notre société.

Anciennes entités Leader Price - Transferts de titres et de confusions de patrimoine

Contexte de l'opération et modalités de mise en œuvre

Le groupe Aldi a acquis en novembre 2020 auprès du groupe Casino un ensemble de sociétés exploitant des magasins sous enseigne Leader Price. Au cours de l'année 2021, les magasins précédemment exploités sous enseigne Leader Price ont été progressivement convertis en magasins Aldi. Lors de l'ouverture de chaque magasin ainsi converti, le fonds de commerce correspondant a été pris en location-gérance par la société régionale Aldi à laquelle l'exploitation du magasin a été rattachée.

L'exercice 2022 a été marqué par un ensemble d'opérations de confusions de patrimoine, telles que prévues par l'article 1844-5 du Code civil, visant à rationaliser et à simplifier l'organigramme du groupe. Ainsi, les titres des anciennes entités Leader Price ont été transférés aux sociétés régionales Aldi et les entités concernées ont ensuite fait l'objet de transmissions universelles de patrimoine (TUP) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces opérations ont été comptabilisées conformément aux règles prévues par le titre VII du Plan comptable général, notamment :

- Comptabilisation des opérations de TUP à la valeur nette comptable, à la date d'effet juridique de l'opération ;
- Prise en compte des ajustements de prix reçus postérieurement au transfert des titres lors de la détermination des malis de TUP.

La détermination des mali et boni de TUP est intervenue au niveau de chaque confusion de patrimoine individuelle. Pour les opérations faisant ressortir un mali de TUP, la valeur du fonds commercial rattachable à chaque entité a été déterminée selon les mêmes modalités que celles utilisées dans le cadre du test de dépréciation des fonds de commerce, exposées au paragraphe 1.5.1 de l'annexe.

Principaux impacts sur les comptes annuels au 31 décembre 2022

Pour notre société, ces opérations se sont traduites par la TUP de 49 entités juridiques, relatives à 46 magasins exploités au 31 décembre 2022. Ces magasins étaient déjà exploités par notre société dans le cadre des contrats de location-gérance préexistants, contrats qui ont pris fin du fait des TUP.

Les principaux impacts des opérations de TUP sur le bilan et le compte de résultat de notre société au 31 décembre 2022 sont les suivants :

- Fonds commercial (fonds commerciaux préexistants nets de dépréciation et mali technique affecté en fonds commercial) : 28 181 210 €
- Immobilisations corporelles nettes : 4 587 228 €
- Comptes-courants groupe (dette) : 48 014 809 €
- Vrai mali (charges financières) : 32 070 410 €

Extension de la plateforme logistique

Au 30 novembre 2020, le Groupe ALDI a acquis auprès du Groupe CASINO :

- 425 magasins exploités sous l'enseigne LEADER PRICE
- 3 entrepôts logistiques

Avec ces nouveaux magasins convertis au format ALDI, et après projection jusqu'en 2030 du parc de magasins ALDI, il est apparu que, même avec la reprise des 3 entrepôts logistiques, les surfaces de stockage seraient insuffisantes.

Le Groupe ALDI a donc décidé d'organiser et mettre en place des extensions sur ses plateformes logistiques de Beaune, Oytier, Saint-Sulpice, Cestas, Gueux, Dammartin, Honfleur, Bois-Grenier et Ablis.

En 2021, tous les permis de construire ont été déposés. Les travaux de la plateforme logistique de Cestas ont débuté en 2022 et devraient se terminer en 2023.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**1.1 Rappel des principes**

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de commerce relatives à l'établissement des comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/11

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixées de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

6/11

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Valeurs brutes

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 27 987 383 euros, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail	386		386
Fonds de commerce acquis	7 513	5 551	1 962
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle	250		250
Mali du fusion	25 390		25 390
Total	33 539	5 551	27 988

2.2 Actif circulant

2.2.1 Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	22 101	22 669
Combustible	136	47
Emballages	63	82
Fournitures consommables	216	137
Total	22 516	22 935

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/11

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers magasins	902
Autres	456
Total	1 358

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	
Fournisseurs – avoirs à recevoir	2 385
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	986
Divers – produits à recevoir	7 385
Total	10 756

2.5 Capitaux propres**2.5.1** Capital social

Le capital social, d'un montant de 17 000 000 euros, est composé de 17 000 parts d'une valeur nominale de 1 000 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	-6 864
Variation des provisions réglementées	100
TUP (Prime de fusion)	2 820
Dividendes versés	0
Augmentation / réduction du capital social	24 000
Résultat de l'exercice	-65 380
Capitaux propres au 31 décembre N	-45 324

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 1338 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 516 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 822 K€

Les provisions pour impôts différés d'un montant total de 86 075 euros sont issues de l'apport partiel d'actif intervenu en 2008.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/11

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	
Factures non parvenues	12 964
Personnel – charges à payer	2 989
Organismes sociaux – charges à payer	993
Etat – charges à payer	2 513
Clients – avoirs à établir	
Divers – charges à payer	3 368
Total	22 827

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

9/11

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1 Ventilation du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	303 975	276 286
Refacturations diverses - biens	325	380
Refacturations diverses - services	5 804	4 470
Total	310 104	281 136

3.2 Résultat financier

	K€
Produits financiers	99
Escomptes reçus	35
Produits d'intérêts financiers	
Autres produits financiers	64
Charges financières	-32 071
Charges d'intérêts financiers	
Autres charges financières	-32 071
Résultat financier	-31 972

3.3 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	493
Sur opération de gestion	190
Reprises sur amortissements dérogatoires	27
Autres reprises de provisions et dépréciations exceptionnelles	210
Produits de cessions d'immobilisations	35
Produits exceptionnels divers	31
Charges exceptionnelles	-1 443
Sur opération de gestion	-184
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-479
Dotations aux amortissements dérogatoires	-126
Autres dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	-496
Charges exceptionnelles diverses	-158
Résultat exceptionnel	-950

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

10/11

3.4 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.4.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

NEANT

3.4.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (25%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	200	50
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-461	-115
Tascom	-711	-178
Total	-972	-243

3.5 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	176
Remboursement de frais de formation	3
Indemnités d'assurance	25
Avantages nature	95
Total	299

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

11/11

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1 Effectif moyen**

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	109
Agents de maîtrise	125
Employés	571
Total	805

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1 Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière**

	K€
Cadres	528
Non cadres	757
Total droits cumulés	1 285

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la recommandation ANC n°2013-02, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans et en tenant compte d'un taux d'actualisation de 3.75%. La convention collective nationale de référence est celle du commerce à prédominance alimentaire (n°3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

Néant

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	281
Garanties bancaires reçues	28
Total	309

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		625 769	0	32 988 777	
Terrains		0	0	0	
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	
	Sur sol d'autrui	4 352 105	0	1 686 097	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	281 287	0	0	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 404 980	0	1 043 639	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	23 870 244	0	21 273 763	
	Matériel de transport	672 428	0	454 114	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 451 659	0	364 486	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	
Avances et acomptes		0	0	0	
TOTAL (III)		37 032 702	0	24 822 099	
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	
Autres participations		0	0	19 833 177	
Autres titres immobilisés		0	0	0	
Prêts et autres immobilisations financières		137 040	0	805 793	
TOTAL (IV)		137 040	0	20 638 970	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		37 795 512	0	78 449 846	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	33 614 546	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	457 793	5 580 409	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	32 666	248 622	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	264 776	7 183 843	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	1 053 471	44 090 536	0
	Matériel de transport	0	157 789	968 752	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	20 502	1 795 643	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	1 986 996	59 867 805	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	19 833 177	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	27 350	915 483	0
TOTAL (IV)		0	19 860 527	915 483	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	21 847 524	94 397 834	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				48 583	3 696	0	52 279
Terrains				0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre			0	0	0	0
	Sur sol d'autrui			1 845 996	1 056 006	256 004	2 645 998
	Installations générales, agencements			259 908	4 286	32 666	231 529
Installations techniques, matériels et outillages				4 430 719	679 592	247 847	4 862 463
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			13 758 923	13 741 003	797 750	26 702 176
	Matériel de transport			206 507	117 120	157 215	166 412
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			785 772	271 302	16 188	1 040 887
	Emballages récupérables et divers			0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				21 287 825	15 869 309	1 507 669	35 649 465
TOTAL GENERAL (I + II + III)				21 336 408	15 873 004	1 507 669	35 701 743
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	126 565	0	0	26 708	0	0	99 857
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	126 565	0	0	26 708	0	0	99 857
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	26 708	0	0	99 857
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	100 336	126 565	26 708	200 193
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	100 336	126 565	26 708	200 193
Provisions pour litige	403 000	2 809 221	863 440	2 348 781
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	67 044	117 600	184 644	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	86 075	0	0	86 075
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	290 609	1 116 045	290 609	1 116 045
TOTAL (II)	846 728	4 042 866	1 338 693	3 550 901
Provisions sur immos incorporelles	0	5 551 393	0	5 551 393
Provisions sur immos corporelles	0	4 717 506	209 996	4 507 510
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	51 722	0	51 722	0
Provisions sur comptes clients	198 538	231 357	198 538	231 357
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	250 260	10 500 257	460 256	10 290 261
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 197 324	14 669 688	1 825 657	14 041 354
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 374 610	1 588 953	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		622 182	236 704	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			62 379	0	62 379	
Autres immos financières			853 104	0	853 104	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			915 483	0	915 483	
Clients douteux ou litigieux			378 138	378 138	0	
Autres créances clients			3 772 005	3 772 005	0	
Créances représentatives de titres prêtés			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			25 461	25 461	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux			0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		1 356	1 356	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée		3 024 478	3 024 478	0	
	Autres impôts		0	0	0	
	Etat - divers		985 614	985 614	0	
Groupes et associés			1 286 952	1 286 952	0	
Débiteurs divers			11 954 502	11 954 502	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			21 428 507	21 428 507	0	
Charges constatées d'avance			1 358 437	1 358 437	0	
TOTAL DES CREANCES			23 702 427	22 786 944	915 483	
Prêts accordés en cours d'exercice			0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			1 387 541	1 387 541	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			6 863	6 863	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			37 461 063	37 461 063	0	0
Personnel et comptes rattachés			2 989 389	2 989 389	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			2 178 153	2 178 153	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		51 476	51 476	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée		712 455	712 455	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		2 533 872	2 533 872	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			34 406	34 406	0	0
Groupes et associés			86 365 977	86 365 977	0	0
Autres dettes			4 661 425	4 661 425	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			0	0	0	0
TOTAL DES DETTES			138 382 620	138 382 620	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

ALDI MARCHE CESTAS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 17.000.000 d'euros
Siège Social : ZAC du Pot au Pin
Lieu-dit Cruque-Pignon
33610 Cestas
403 092 620 RCS Bordeaux

Comptes annuels
du 01.01.2022 au 31.12.2022

Copie certifiée conforme

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Arnaud Michel-Langlet', is written over a horizontal line.

Arnaud MICHEL-LANGLET
Gérant

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	75 769	52 279	23 491	27 187
Fonds commercial	33 538 777	5 551 393	27 987 383	550 000
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	33 614 546	5 603 672	28 010 874	577 187
Terrains	0	0	0	0
Constructions	5 829 031	2 877 527	2 951 504	2 527 487
Installations techniques, matériel	7 183 843	4 862 463	2 321 380	1 974 261
Autres immobilisations corporelles	46 854 931	32 416 984	14 437 947	11 243 129
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	59 867 805	40 156 975	19 710 830	15 744 877
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	62 379	0	62 379	0
Autres immobilisations financières	853 104	0	853 104	137 040
TOTAL immobilisations financières	915 483	0	915 483	137 040
Total Actif Immobilisé (II)	94 397 834	45 760 647	48 637 187	16 459 104
Matières premières, approvisionnements	414 812	0	414 812	265 587
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	22 100 869	0	22 100 869	22 617 830
TOTAL Stock	22 515 681	0	22 515 681	22 883 417
Avances et acomptes versés sur commandes	1 792 560	0	1 792 560	98 534
Clients et comptes rattachés	4 150 144	231 357	3 918 787	3 463 945
Autres créances	17 278 364	0	17 278 364	8 539 635
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	23 221 067	231 357	22 989 710	12 102 114
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 108 318	0	1 108 318	1 194 043
TOTAL Disponibilités	1 108 318	0	1 108 318	1 194 043
Charges constatées d'avance	1 358 437	0	1 358 437	168 430
Total Actif Circulant (III)	48 203 504	231 357	47 972 147	36 348 003
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	142 601 337	45 992 004	96 609 334	52 807 107

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 17 000 000	17 000 000	17 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		2 820 185	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		69 119	69 119
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		69 119	69 119
Report à nouveau		-33 864	-452 270
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-65 379 821	-23 581 594
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		200 193	100 336
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		-45 324 188	-6 864 409
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		3 464 826	760 653
Provisions pour charges		86 075	86 075
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		3 550 901	846 728
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 387 541	1 865 042
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	6 863	0
TOTAL Dettes financières		1 394 404	1 865 042
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		37 461 063	28 892 525
Dettes fiscales et sociales		8 465 345	8 464 384
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		34 406	137 494
Autres dettes		91 027 402	19 465 344
TOTAL Dettes d'exploitation		136 988 216	56 959 747
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DETTES (IV)		138 382 620	58 824 789
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		96 609 334	52 807 107

ALDI MARCHE CESTAS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 17.000.000 d'euros
Siège Social : ZAC du Pot au Pin
Lieu-dit Cruque-Pignon
33610 Cestas
403 092 620 RCS Bordeaux

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 30 JUIN 2023
CERTIFIE CONFORME PAR LE GERANT

(...)

DEUXIEME DECISION

L'associée unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 font apparaître une perte nette comptable de 65.379.821 euros, décide de l'affecter comme suit :

- Imputation sur le compte « Prime d'émission, de fusion,
d'apport ».....2.820.185 euros
- Affectation au compte « Report à Nouveau ».....62.559.636 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associée unique prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

(...)

Arnaud MICHEL-LANGLET
Gérant





ALDI MARCHE CESTAS S.A.R.L

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022



Paris, le 30 juin 2023

A l'Associé unique

ALDI MARCHE CESTAS
Société à responsabilité limitée
Cestas

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI MARCHE CESTAS S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

▪ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

ALD-580-032-23-SC-RAP

Coffra group
Société Pluri-professionnelle d'Exercice des professions d'Avocats, d'Experts-Comptables et de Commissaires aux Comptes par actions simplifiée
SAS au capital de 1 520 400 €
R.C.S. Paris 422 988 220 - T.V.A. FR 02 422 988 220
Inscrite au Barreau de Paris (Toque L0043)
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris Ile-de-France



An Independent member
firm of Moore Global
Network Limited

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Evènements majeurs de l'exercice » de l'annexe expose les principales caractéristiques des opérations de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dont la société a bénéficié au cours de l'exercice 2022.

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la correcte traduction comptable de ces opérations. Nous avons également vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur l'incidence de ces opérations sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Coffra group
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par

DocuSigned by:

8F6BB1F7DFF4449...

Yann Goineau
Associé